



**Accord on Cooperative Policy Development
between the Congress of Aboriginal Peoples and the Government of
Canada**

**Accord de collaboration sur l'élaboration de politiques
entre le Congrès des peuples autochtones et le gouvernement du
Canada**

WHEREAS, the Prime Minister committed at the Canada-Aboriginal Peoples Roundtable of April 19, 2004, to renew and strengthen cooperation between the Government of Canada and Aboriginal peoples,

WHEREAS, this spirit of cooperation has informed policy development work which has taken place since, notably the roundtable discussions on health, lifelong learning, housing, negotiations, economic opportunities, and accountability,

WHEREAS, the Congress of Aboriginal Peoples has an existing Political Accord (Appendix A) with the Government of Canada since 1994,

WHEREAS, a special relationship exists between the Government of Canada and the Aboriginal Peoples of Canada,

WHEREAS, section 35(2) of the *Constitution Act, 1982* states that "Aboriginal peoples of Canada" includes the Indian, Inuit and Métis peoples of Canada,

WHEREAS, the Congress of Aboriginal Peoples asserts it represents the collective and individual interests of its Métis, non-status and off-reserve status Indian constituency,

WHEREAS, Canada and the Congress of Aboriginal Peoples recognize that the development of key policies or legislation which focus on, or have a significant specific impact on the Congress of Aboriginal Peoples' constituency, would benefit from the continued participation of the Congress of Aboriginal Peoples,

ATTENDU QUE le premier ministre s'est engagé, lors de la Table ronde Canada-Autochtones du 19 avril 2004, à renouveler et à renforcer la coopération entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones,

ATTENDU QUE les travaux d'élaboration de politiques qui se sont déroulés depuis ont été accomplis dans cet esprit de coopération, notamment lors des discussions en table ronde sur la santé, l'apprentissage continu, le logement, les négociations, les possibilités économiques et la responsabilisation axée sur les résultats,

ATTENDU QUE le Congrès des peuples autochtones jouit d'un accord politique signé avec le Gouvernement du Canada depuis 1994,

ATTENDU QU'il existe un rapport spécial entre le Gouvernement du Canada et les peuples autochtones du Canada,

ATTENDU QUE l'article 35(2) de la *Loi constitutionnelle de 1982* dit que "peuples autochtones du Canada" s'entend notamment des Indiens, des Inuit et des Métis du Canada,

ATTENDU QUE le Congrès des peuples autochtones affirme qu'il représente les intérêts collectifs et individuels de ses membres métis, indiens non inscrits et indiens vivant hors des réserves,

ATTENDU QUE le Canada et le Congrès des peuples autochtones reconnaissent que les politiques et les textes de loi importants qui concernent les membres du Congrès des peuples autochtones ou qui ont des répercussions spécifiques importantes sur eux gagneraient à être élaborés avec la participation continue du Congrès des peuples autochtones,

WHEREAS, the Congress of Aboriginal Peoples is authorized to bring forward to Government the views and perspectives of its constituency on the modalities of this cooperative approach,

WHEREAS, the Minister of Indian Affairs and Northern Development and Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians (the Minister) is authorized to take the lead on the development of the modalities on behalf of the Government of Canada,

THEREFORE, the Minister and the Congress of Aboriginal Peoples agree that their work under this accord on cooperative policy development shall be based on the principles of mutual recognition, mutual respect, mutual benefit, and mutual responsibility.

STRENGTHENING POLICY DEVELOPMENT

In order to develop the modalities of this cooperative approach to policy development, the Minister and the Congress of Aboriginal Peoples commit to undertake discussions:

- on processes to enhance the involvement of the Congress of Aboriginal Peoples in the development of federal policies which focus on, or have a significant specific impact on the Congress of Aboriginal Peoples' constituency, particularly policies in the areas of health, lifelong learning, housing, negotiations, economic opportunities, and accountability; and,
- on the financial and human resources and accountability mechanisms necessary to sustain the proposed enhanced involvement of the Congress of Aboriginal Peoples in policy development.

ATTENDU QUE le Congrès des peuples autochtones est autorisé à faire valoir auprès du gouvernement les points de vue et les perspectives de ses membres sur les modalités de l'approche de collaboration proposée,

ATTENDU QUE le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits (le ministre) est autorisé à diriger l'élaboration des modalités de l'approche au nom du gouvernement du Canada,

POUR CES MOTIFS, le ministre et le Congrès des peuples autochtones conviennent de fonder leurs travaux sous le régime de l'accord de collaboration sur l'élaboration de politiques sur les principes de reconnaissance mutuelle, de respect mutuel, d'avantage mutuel et de responsabilité mutuelle.

RENFORCER L'ÉLABORATION DES POLITIQUES

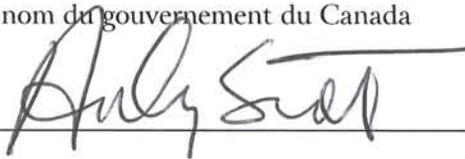
Afin de mettre au point les modalités de l'approche de collaboration sur l'élaboration de politiques, le ministre et le Congrès des peuples autochtones s'engagent à entreprendre des discussions :

- sur les processus permettant d'accroître la participation du Congrès des peuples autochtones à l'élaboration de politiques fédérales qui concernent les membres du Congrès des peuples autochtones ou qui ont des répercussions spécifiques importantes sur eux, notamment dans les domaines de la santé, de l'apprentissage continu, du logement, des négociations, des possibilités économiques, et de la responsabilisation axée sur les résultats; et,
- sur les ressources humaines et financières ainsi que sur les mécanismes d'imputabilité nécessaires pour favoriser une participation accrue du Congrès des peuples autochtones à l'élaboration de politiques.

Signed in Ottawa on / Signé à Ottawa le
May 31, 2005 ~ le 31 mai 2005
On behalf of the Congress of Aboriginal Peoples
Au nom du Congrès des peuples autochtones

Chief Dwight A. Dorey / Congress of Aboriginal Peoples
Dwight A. Dorey, chef / Congrès des peuples autochtones

On behalf of the Government of Canada
Au nom du gouvernement du Canada



The Honourable Andy Scott
L'honorable Andy Scott
Minister of Indian Affairs and Northern Development
Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des
Métis et des Indiens non inscrits



POLITICAL ACCORD

ACCORD POLITIQUE

Between

entre

THE CONGRESS OF ABORIGINAL PEOPLES
("THE CONGRESS")
as represented by the
President

LE CONGRÈS DES PEUPLES AUTOCHTONES
(« LE CONGRÈS »)
représenté par son
président

and

et

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF
CANADA
("CANADA"),
as represented by the
Federal Interlocutor for Métis and
Non-Status Indians
and the
Minister of Indian Affairs and Northern
Development.

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU
CANADA
(« LE CANADA »),
représentée par
l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis
et des Indiens non inscrits et
le ministre des Affaires Indiennes et du
Nord canadien.

WHEREAS:

VU QUE :

- A. Canada and The Congress entered into a Political Accord on February 28, 1994 and wish to renew the consultation process established therein and strengthen their partnership as set out in "Creating Opportunity", "Securing Our Future Together" and "Gathering Strength: Canada's Aboriginal Action Plan", with a plan to achieve these commitments and future undertakings by Canada directed to Aboriginal peoples;
- B. A special relationship exists between the Government of Canada and the Aboriginal peoples of Canada, and the Parliament of Canada has legislative authority respecting "Indians, and Lands reserved for the Indians" under section 91(24) of the *Constitution Act, 1867*; and
- C. The Congress represents the collective and individual interests of its Aboriginal constituency and seeks to achieve equity of access, regardless of residence or status, to initiatives sponsored in "Creating Opportunity", "Securing Our Future Together" and "Gathering Strength: Canada's Aboriginal Action Plan" as well as future initiatives by Canada directed to Aboriginal peoples.

- A. Le Canada et le Congrès ont conclu un accord politique le 28 février 1994 et qu'ils souhaitent relancer le processus de consultation prévu dans ledit accord et resserrer leur partenariat suivant les termes énoncés dans « Pour la création d'emplois », « Bâtir notre avenir ensemble » et « Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones », afin que se concrétisent ces engagements de même que les autres initiatives que prendra le Canada à l'égard des peuples autochtones;
- B. Il existe un rapport spécial entre le Gouvernement du Canada et les peuples autochtones du Canada, et que le Parlement du Canada, en vertu du paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, détient des pouvoirs législatifs concernant « [l]es Indiens et les terres réservées aux Indiens »;
- C. Le Congrès représente les intérêts collectifs et individuels de ses membres autochtones et qu'il souhaite que ces derniers aient également accès, quel que soit leur lieu de résidence ou leur statut, aux initiatives prévues dans « Pour la création d'emplois », « Bâtir notre avenir ensemble » et « Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones » ainsi qu'aux autres initiatives que le Canada prendra à l'égard des peuples autochtones.

THE PARTIES AGREE AS FOLLOWS:

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIVIT:

1.0 CONSULTATION PROCESS

1.0 PROCESSUS DE CONSULTATION

1.1 The Parties agree to renew the consultation process agreed to in the Political Accord signed on February 28, 1994 and to maintain two primary fora comprised of:

1.1 Les parties conviennent de relancer le processus de consultation prévu dans l'accord politique signé le 28 février 1994 et de tenir deux grands forums, à savoir :

(a) A General Forum in which The Congress and the Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians, together with other involved Ministers, address those matters listed at clause 2.1 and as established by agreement between the Parties from time to time, and

(a) Un forum général dans le cadre duquel le Congrès et l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits, de même que les autres ministres intéressés, se pencheront sur les questions qui se trouvent énoncées à la clause 2.1 et sur lesquelles les parties se seront périodiquement entendues;

(b) A Special Forum between The Congress and the Minister of Indian and Northern Development to address those matters listed at clause 2.1 that fall within the mandate of the Department of Indian Affairs and Northern Development (DIAND) and as established by agreement between the Parties from time to time.

(b) Un forum spécial dans le cadre duquel le Congrès et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien se pencheront sur les questions qui relèvent de la compétence du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) parmi celles qui se trouvent énoncées à la clause 2.1 et sur lesquelles les parties se seront périodiquement entendues.

1.2 The Parties agree that this Political Accord supersedes the Protocol for Bilateral Discussions signed by the President of the Native Council of Canada (now The Congress) and the Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians on March 9, 1993.

1.2 Les parties conviennent que le présent Accord politique remplace le Protocole de discussions bilatérales signé le 9 mars 1993 par le président du Conseil national des autochtones du Canada (ancien nom du Congrès) et par l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

2.0 PRIORITY AGENDA:

2.0 PRIORITÉS :

2.1 The priority agenda for discussions in the General Forum and the Special Forum support the following four themes set out in "Gathering Strength: Canada's Aboriginal Action Plan":

2.1 Les priorités pour le forum général et le forum spécial découlent des quatre thèmes suivants, extraits de « Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones ».

(a) Renewing the Partnerships:

(a) Renouveler les partenariats :

(i) Implementation of the inherent right of self-government as it relates to off-reserve Aboriginal people;

(i) Étendre aux Autochtones hors réserve le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale;

(ii) Language, heritage and culture;

(ii) Langues, patrimoine et culture;

(iii) Healing strategy;

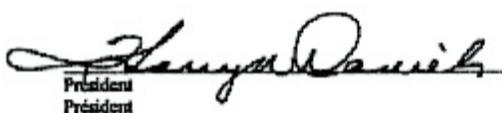
(iii) Stratégie de guérison;

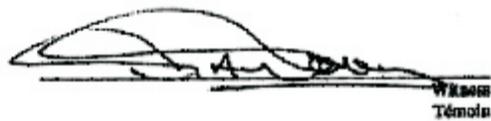
<ul style="list-style-type: none"> (iv) Urban Aboriginal issues; (v) Proposed amendments to the <i>Indian Act</i> that may affect the consistency of The Congress; and (vi) Departmental and institutional arrangements that could improve existing arrangements. 	<ul style="list-style-type: none"> (iv) Questions intéressant les Autochtones qui vivent en milieu urbain; (v) Modifications proposées relativement à la <i>Loi sur les Indiens</i> qui peuvent toucher la composition du Congrès; et (vi) Arrangements ministériels et institutionnels qui pourraient améliorer les arrangements déjà existants.
<p>(b) Strengthening Aboriginal Governance:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Enumeration of Métis as it relates to the consistency of The Congress; (ii) Aboriginal justice issues; (iii) Aboriginal Governance Resource Centres; and (iv) Collaboration to develop accountable and sustainable governments and institutions in a modern world to reconcile the political, social, cultural and economic interests of Aboriginal people on- and off-reserves. 	<p>(b) Renforcer l'exercice des pouvoirs par les Autochtones :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Incidences du recensement des Métis sur la composition du Congrès; (ii) Justice autochtone; (iii) Centres de ressources pour l'exercice des pouvoirs; (iv) Collaboration visant la mise en place de gouvernements et d'institutions responsables et viables dans un monde moderne, afin de concilier les intérêts politiques, sociaux, culturels et économiques de tous les Autochtones, y compris ceux qui vivent hors réserve.
<p>(c) Developing a New Fiscal Relationship:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Multi-year funding arrangements and harmonized federal fiscal reporting requirements. 	<p>(c) Établir une nouvelle relation financière :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Accords pluriannuels de financement et uniformisation des normes fédérales de responsabilisation financière.
<p>(d) Supporting Strong Communities, People and Economies:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Aboriginal housing and related infrastructure needs and initiatives; (ii) Aboriginal Health Institute and other Aboriginal health initiatives; (iii) Multi-purpose Urban Youth Centres; and (iv) Aboriginal youth initiatives. 	<p>(d) Renforcer les collectivités et les économies, et appuyer les gens</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Besoins et initiatives au chapitre du logement et de l'infrastructure communautaire; (ii) Institut de la santé autochtone et autres initiatives touchant la santé des Autochtones; (iii) Centres polyvalents pour la jeunesse urbaine et initiatives axées sur les jeunes Autochtones; et (iv) Initiatives pour les jeunes Autochtones.

- | | | | |
|-----|--|-----|---|
| 3.0 | IMPLEMENTATION | 3.0 | MISE EN ŒUVRE |
| 3.1 | Upon the signing of this Political Accord, the Parties agree to initiate discussions immediately on work plans and funding arrangements related to the implementation of this Political Accord. | 3.1 | En signant le présent accord politique, les parties conviennent d'en favoriser la mise en œuvre en discutant sans tarder des plans de travail et des dispositions en matière de financement. |
| 3.2 | The Parties agree to name lead representatives to oversee the conduct of bilateral discussions in each Forum and the implementation of this Political Accord. | 3.2 | Les parties conviennent de désigner des représentants officiels qui coordonneront le déroulement des discussions à chacun des forums ainsi que la mise en œuvre du présent accord politique. |
| 3.3 | The Parties agree to convene meetings at the officials level as required. The General Forum and the Special Forum will be convened as required and at least once a year. | 3.3 | Les parties conviennent d'organiser au besoin des rencontres de leurs représentants officiels. Le forum général et le forum spécial se tiendront au moins une fois l'an, selon le besoin. |
| 3.4 | Subject to clause 1.2, the Parties agree that this Political Accord shall not preclude and shall be without prejudice to any other bilateral, tripartite or multi-lateral discussions in place with The Congress or any of its affiliates. | 3.4 | Sous réserve de la clause 1.2, les parties conviennent que le présent accord politique ne saurait faire obstacle de quelque façon ni pour quelque raison que ce soit aux autres discussions bilatérales, tripartites ou multilatérales auxquelles participent déjà le Congrès ou certains de ses membres. |

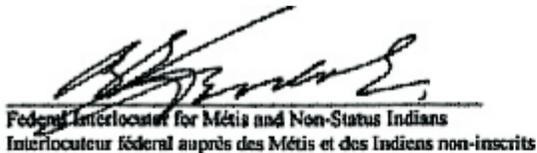
Signed in Ottawa this sixteenth day of June, 1998.
 Signé à Ottawa en ce seizième jour de juin 1998.

SIGNED on behalf of THE CONGRESS OF ABORIGINAL PEOPLES
 SIGNÉ au nom du CONGRÈS DES PEUPLES AUTOCHTONES

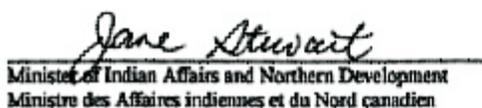

 President
 Président

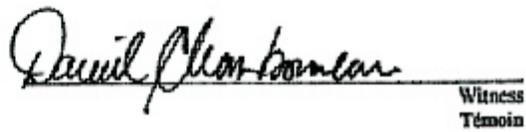

 Witness
 Témoin

SIGNED on behalf of HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA
 SIGNÉ au nom de SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA


 Federal Interlocutor for Métis and Non-Status Indians
 Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits


 Witness
 Témoin


 Minister of Indian Affairs and Northern Development
 Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien


 Witness
 Témoin